

3337
Après l'arrestation
des leaders de la CGT
une seule réponse
pouvait être donnée :

Grève Générale de protestation

On ne fera croire à personne que Mayer et ses acolytes ignoraient que la justice militaire avait décidé d'arrêter Stil, Tollet, Frachon, Molino, Dufliche. Bien au contraire, le gouvernement en décidant de cette mesure fasciste, prouvait à ses maîtres américains qu'il était prêt à mettre hors la loi les organisations ouvrières en France. Il pensait aussi tenir une nouvelle épreuve de la capacité de résistance des travailleurs, mettre le Parti stalinien en difficulté, l'obliger à capituler et à découvrir en partie ses cadres de rechange.

La Fédération Anarchiste, immédiatement, par la voix de son Comité National réuni le soir même du coup de force policier, prenait position : seule une grève générale de protestation pouvait stopper l'audace des gouvernements, redonner confiance à la classe ouvrière, barrer la route à la réaction.

*
Que s'est-il passé depuis ? Le parti stalinien, incontestablement maître de la bureaucratie cégétiste a reculé devant l'action. Les appels en titres énormes dans l'*Humanité* pour aboutir à des arrêts de travail très limités, de quelques heures, n'ont fait qu'accroître le ridicule des généraux du parti stalinien n'osant plus lancer leurs troupes dans la bataille. Cette disposition entre les appels et les résultats, n'a rien comme effet que de démoraliser davantage encore les travailleurs. Cette démoralisation est-elle voulue ?

Disons plutôt que la ligne brisée suivie par le P.C.F., ses tactiques criminelles de sabotage des grandes grèves de 1947-1948, ses tactiques imbéciles de débrayages et de manifestations à propos de tout et de rien ces dernières années, ne pouvaient être évitées par un parti dont l'action est menée en fonction de la diplomatie mouvante du Kremlin. Mais c'est le peuple qui paye ! Et nous risquons de payer ce passé de plus en plus cher.

Et pourtant, la grève générale de protestation, limitée même à une journée, mais totale, était possible, est encore possible. Et comme le 12 février 1934, elle pouvait arrêter brutalement l'avance de la réaction, permettant ainsi au prolétariat de se ressaisir et de passer à l'offensive.

Lecœur prétendait, dans l'*Humanité* du vendredi 27 mars, que la grève des mineurs ne pouvait être lancée inconsidérément à cause des stocks de charbon importants accumulés sur le carreau des mines. Certes, une grève économique de revendications des mineurs se heurterait aujourd'hui à un gouvernement assuré de tenir longtemps sur les réserves de charbon, mais s'agit-il de cela ? Lecœur tente de noyer le poisson car il « oublie » de préciser qu'il s'agit d'une grève politique — au meilleur sens du terme — d'une grève générale mais limitée de protestation antifasciste. Mais Lecœur et tous les bureaucrates du P.C.F. ont peur de l'action car ils savent qu'ils ne seront pas suivis : la grève générale antifasciste est possible, à condition qu'elle ne soit pas lancée par le parti

stalinien qui a perdu la confiance de larges masses ouvrières. La capitulation mal camouflée du P.C.F. en est l'aveu.

L'émoi incontestable créé dans la population le matin même du coup de force gouvernemental pouvait être le soi-même transformé en colère populaire et en protestation efficace. Mais rien n'est venu de ceux qui ont en mains les directions des syndicats et déjà l'intérêt des masses faible. Le mercredi 25 mars, tout un peuple indigné se sentait menacé, provoqué. Peu importait alors les noms des hommes poursuivis : chacun sentait, même s'il n'aimait pas Frachon, que Frachon était poursuivi sans autre raison valable que d'être considéré comme un responsable ouvrier. Le prétextu complot invoqué par le gouvernement ne fit plus de dupes : le Français le plus borné sait aujourd'hui que les enquêteurs n'ont jamais rien trouvé qui justifie l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Une organisation qui conspirait, laisserait-elle d'ailleurs, ses documents dans ses permanences officielles ?

La grève générale devait être déclarée immédiatement, jaillissant de l'âme populaire comme une réponse cinglante à la réaction. Il fallait pour cela et, nous le répétons, les chefs staliniens l'ont senti, que ce ne soit pas eux qui lancent l'action. L'auraient-ils fait d'ailleurs, même s'ils avaient senti les masses derrière eux ? On peut en douter ; ils sont aujourd'hui empêtrés dans le légalisme et la fuite de Frachon et sa réponse en style révolutionnaire à la justice bourgeoise, ne sont sans doute pas du goût du bureau politique : celui-ci se trouve ainsi empêché de poursuivre efficacement le débouloge de Frachon et est contraint même de lui redonner du prestige. La campagne du P.C.F. contre Frachon s'avère maintenant bien difficile. Et le gouvernement n'a pas manqué de jouer là encore un tour de plus au P.C.F. en se servant de ses luttes entre bureaucraties, bien en cours au Kremlin, et les futurs Marty-Tillon.

*
Que le gouvernement ne se fasse pas d'illusion ; les sursauts populaires sont imprévisibles. Que les gouvernements sachent bien qu'ils n'ont mesuré que la réaction du seul P.C.F., mais qu'ils ne peuvent connaître ainsi l'état d'esprit profond du prolétariat : il n'a pas encore livré bataille.

Un mouvement unanime, une grève générale sont encore possibles. Ils le deviendront, plus encore, au fur et à mesure qu'une véritable organisation révolutionnaire viendra relever la décrépitude et la trahison stalinienne, viendra exprimer les sentiments profonds des masses populaires. La Fédération Anarchiste, chaque jour en progrès est l'avenir du peuple. C'est elle seule qui, au premier rang du prolétariat, pourra exprimer sa volonté et orienter son action afin de stopper le fascisme et de passer à l'offensive révolutionnaire pour le communisme libertaire.



BOUTEMY, l'assassin des maquisards, récidive

Le nommé Boutemy tient décidément à faire parler de lui ! Déjà nous avons eu l'occasion de dire ce que nous pensions de cet individu. Mais comme il insiste à nouveau lourdement, nous ne pouvons faire mieux que de satisfaire à ses désirs les plus intimes. Aussi bien, nous nous faisons un plaisir de publier ici les toutes dernières déclarations qu'il a faites devant ses collègues du Sénat.

« Je suis assuré qu'à cours de ces quatre années (1940-1944), aucun de mes actes administratifs ou personnels n'a pu défavoriser les nazis. Je déclare solennellement que durant toute cette période, mon action a été animée par le souci constant de « pétainiser » la population, en collaboration étroite avec les nazis. Je me suis attaché publiquement, en tant que directeur des renseignements généraux, au sabotage systématique de toutes les actions dirigées contre les personnes et les biens pétainistes, nazis et fascistes. »

Voilà aujourd'hui notre Boutemy bien arrogant, qui ose dire son infamie en public. Il est vrai qu'un juge a pris sa défense en ces termes : « ...M. Boutemy

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 354

JEUDI 2 AVRIL 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1885 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

L'impérialisme américain abandonne à son sort le capitalisme français

ILS avaient pourtant préparé soi-guère leur voyage. Les arguments emportés dans les valises devaient, pensaient-ils, convaincre. Il y avait deux promesses : l'offensive pour la ratification du traité de l'armée européenne et l'arrestation des militants de la C.G.T. et du parti stalinien. Une menace y était ajoutée : l'inflation (le vote des 80 milliards) qui, risquant d'aggraver la crise financière, devait forcer le gousset des patrons américains.

Pourtant Mayer et Bidault reviennent de Washington la tête basse, les mains vides, mais avec un ordre, celui impératif de la ratification de l'armée européenne avant toute chose. Toutefois, Eisenhower, paternaliste, leur a remboursé les frais et ajouté un pourboire en accordant 88 milliards de solidarité. Cette somme couvrira un peu plus que l'avance demandée à la Banque de France par le Parlement dans la nuit mémorable du 23 au 24 mars.

Que croyaient donc nos ministres en partant à Washington. La bourgeoisie française voulait-elle, veut-elle encore s'abuser sur ses possibilités ? Elle n'a même pas obtenu le certificat de grande puissance qu'elle demandait. Parce qu'elle en est là. N'abusant plus son pouvoir, la bourgeoisie veut prouver son authenticité par un certificat qui, en l'occurrence, devait être le droit à une participation active dans la direction du camp atlantique.

Ce certificat était destiné surtout au capitalisme allemand qui va jouer le rôle de leader en Europe. Cette surordination à l'Allemagne outrage la bourgeoisie française et elle aurait tenu, puisque les choses ne pouvaient se passer autrement, à ce que Washington fasse, aux yeux du monde, respecter sa dignité par la bourgeoisie d'Outre-Rhin. Les Américains n'ont même pas tenu à ce que l'Allemagne ait cet égard. Les Américains ont été jusqu'à refuser une discussion avec la Sarre qui est pourtant,

pour l'économie capitaliste française, primordiale. Et que peut la bourgeoisie française ? Elle n'a même plus la possibilité du surmont qu'eût la bourgeoisie allemande en se lançant dans l'aventure monstrueuse du nazisme. Ce qu'elle peut encore, et ce qu'elle va tenter de faire, c'est d'allourdir toujours plus son appareil répressif sur la classe ouvrière, afin de prévenir toute agitation sociale qui l'entrainerait encore plus rapidement vers sa chute.

Mayer et Bidault pensaient tout de même que les U.S.A. accepteraient au moins les investissements dans la construction d'habitations en France. Cet expédit pouvait redonner un semblant de « relance » économique au pays et satisfaire un des premiers besoins du peuple qui en a assez des raudis. Les deux compères oubliaient simplement que si les Américains devaient donner de l'argent, ils le donneraient, non pas pour les besoins civils, mais pour les besoins de la guerre. Ces besoins de la guerre, la France étant incapable de les assurer, le camp atlantique, quand Adenauer viendra à son tour à Washington, qui en sera chargé et touchera les dollars.

En somme, le bilan de ce voyage se résume rapidement et le résultat pratiqué est l'abandon à son sort, par l'impérialisme américain ; du capitalisme français. Les clans de la bourgeoisie qui s'élevaient contre ce voyage, présentant l'échec, se tiennent prêts à recevoir comme il faut les deux émissaires.

Le gâchis est total car même sur le plan de l'impérialisme colonial, les U.S.A. n'acceptent d'intervenir que stratégiquement, dans le but de la préparation de la prochaine guerre. Les intérêts économiques de la bourgeoisie française ne sont pas pris en considération et la relève, dans les pays coloniaux, des directions militaire et administrative françaises sont prévues par les Américains.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement Mayer ne résistera pas à la gaffe qu'il vient de faire en allant rendre visite à l'administration américaine.

René LUSTRE.

(Suite page 2, col. 4.)

Le dernier recours de Julius et Ethel ROSENBERG devant la Cour suprême des U.S.A.

UNDI dernier, Julius et Ethel Rosenberg, par l'intermédiaire de leur avocat, ont déposé devant la Cour Suprême l'ultime recours pour la révision du procès en faux qui leur a été intenté et qui les a condamnées à perir sur la chaise électrique.

Dans leur prison, Julius et Ethel Rosenberg sont sous la menace continue et ininterrompue du chantage. Toute la presse anticommuniste américaine, mais avant tout, antiouvrière, se livre à satiriser la chasse aux sorcières. Pour elle, les Rosenberg sont coupables par le seul fait qu'ils sont sympathisants communistes. Elle s'aide merveilleusement de la loi Mac Cartly, cette maladie appelée : espionnage.

Admirons la sévérité de Julius et Ethel Rosenberg qui, du fond de leur prison, gardent l'espoir et refusent de se plier à toute menace de chantage, car en eux-mêmes, la conscience tranquille, ils ne peuvent avoir un crime qu'ils n'ont pas accompli, ils ne peuvent dénoncer un réseau d'espionnage qu'ils ignorent.

Devant l'ampleur des protestations parvenues tant à Washington que dans toutes les ambassades U.S.A. du monde, quelle sera la réponse des juifs de la Cour Suprême ?

Nous refusant au chantage, de part et d'autre, nous considérons que les multiples protestations représentent vraiment l'échec, se tiennent prêts à recevoir comme il faut les deux émissaires.

Si, au début, Truman et Eisenhower pouvaient invoquer contre la grâce le seul fait que les partis communistes du monde défendaient seuls les Rosenberg, ce qui était déjà une faille dans le procès vraiment politique, aujourd'hui, il n'en est plus de même. De différents horizons les protestations s'affirment.

Que va faire la Cour Suprême ?

Elle ne doit pas braver l'opinion mondiale.

Elle doit gracier les Rosenberg.

Julius et Ethel doivent être libres.

Leur liberté, ce sera une victoire de la justice contre l'injustice, ce sera une victoire ouvrière.

René GERARD.

Eisenhower demande les pouvoirs économiques spéciaux pour préparer la guerre

M. ARTHUR FLEMINQ, qui fait fonction de président de l'« Office de la Mobilisation en vue de la Défense », a déclaré le 25 mars que l'Administration du Président Eisenhower « acceptera » une loi lui donnant pouvoir d'imposer pour trois mois des contrôles économiques « en cas d'urgence ». Il a indiqué ensuite que l'Administration demanderait « l'extension des pouvoirs lui permettant de veiller à ce que les approvisionnements en matières premières des industries travaillant pour la défense nationale aient la priorité ».

Le terrain vague où les établissements Fourray entreprennent leur ferme est dépourvu de tout entourage, voire du moindre écriture faisant état du danger que représente le séjour en ces lieux. Étant donné le grand nombre d'enfants qui, sans cesse, jouent ou passent sur ce terrain, on peut se demander par quel hasard aucun accident grave ne s'est encore produit. Car, en vérité, si l'ouvrier n'avait pas été hors état de se faire entendre, on frémait en pensant au sort que réservait au petit « Diogène » (à Parisien) scriptum ce fond de trémie où personne jamais, hormis les étoiles, ne glisse un regard. Alors, pensez que, seule, l'odeur... Nous ne doutons pas que la « grande presse » y eut trouvé plus d'intérêt pour appâter les lecteurs sadiques. Mais gageons que le directeur monsieur Lacornière risquait d'éprouver quelques troubles de digestion (sinon de nausées) à ciment, entreposés dans le terrain vague jouxtant l'usine, un enfant de huit ans tombé dedans depuis vingt heures.

N'ayant pas de personnage illustre à entraîner (ou à marier) ce jour-là, et la grève de Corée stagnant lamentablement, la « grande » presse en est réduite à faire la tournée des commissariats, à la recherche de petits faits divers à romancer. Si bien, qu'avec une semaine de retard, l'« odyssee » du petit Roland a eut droit à la première page de quelques quotidiens à fort tirage (*« France-Soir*», *« Franc-Tireur*, *« Parisien »*).

Ces divers articles furent des modèles de littérature abstraite, n'ayant que de vagues rapports à la réalité et relevant de l'imagination époumonée de quelques pissoir.

Notre but n'était pas uniquement de vendre du papier, nous croyions bon de ramener les faits à leur juste mesure et d'en tirer certaines conclusions que messieurs les journalistes professionnels n'ont pas su (ou pas voulu) démontrer.

Le terrain vague où les établissements Fourray entreprennent leur ferme est dépourvu de tout entourage, voire du moindre écriture faisant état du danger que représente le séjour en ces lieux. Étant donné le grand nombre d'enfants qui, sans cesse, jouent ou passent sur ce terrain, on peut se demander par quel hasard aucun accident grave ne s'est encore produit. Car, en vérité, si l'ouvrier n'avait pas été hors état de se faire entendre, on frémait en pensant au sort que réservait au petit « Diogène » (à Parisien) scriptum ce fond de trémie où personne jamais, hormis les étoiles, ne glisse un regard. Alors, pensez que, seule, l'odeur... Nous ne doutons pas que la « grande presse » y eut trouvé plus d'intérêt pour appâter les lecteurs sadiques. Mais gageons que le directeur monsieur Lacornière risquait d'éprouver quelques troubles de digestion (sinon de nausées) à ciment, entreposés dans le terrain vague jouxtant l'usine, un enfant de huit ans tombé dedans depuis vingt heures.

Nous avons eu le plaisir de contempler sa sale gueule tremblante de frayeur. Il a vraiment le physique de son emploi : chapeau mou, regard fuyant, nez légèrement pinçé, lèvres au rictus sinistre, oreilles décollées par l'habitude d'écouter aux portes, déformation professionnelle bien connue chez les « poulets ».

Aujourd'hui, le mouchard a des velléités de retour. C'est un manque évident d'intelligence, même rudimentaire. Nous pensons que Philippe Henriot aurait préféré se faire oublier... personnellement, nous espérons que Boutemy ira bientôt lui demander son avis sur ce sujet, à ce pauvre Philippe Henriot.

M. MOREAU.

quantité celles qui l'ont été pendant toute l'histoire antérieure de l'humanité. La possession des ressources minérales devient, de ce fait, un facteur de première importance.

DEPENDANCE CROISSANTE
DES U.S.A. A L'EGARD
DES MATERIES PREMIERES
ETRANGERES

Malgré un effort de prospection redoublé, malgré l'emploi de produits de substitution et d'autres mesures de « conservation » et de « récupération » des métaux, le Gouvernement d'Eisenhower ne peut éviter que les Etats-Unis ne doivent avoir recours de plus en plus à des sources étrangères de substances minérales. Le nombre des produits minéraux classés comme « stratégiques » s'est élevé de manière exponentielle. Pendant la seconde guerre mondiale, les U.S.A. ont dû importer des contingents de presque toutes les substances minérales utilisées dans l'industrie, dépendant de l'étranger à cent pour cent pour 8 d'entre eux, à 85 pour cent pour six autres, à 37 pour cent pour le cuivre et le zinc et à 44 % pour le plomb — les minéraux qu'on peut vraiment considérer comme des produits-clés. Un bref examen des proportions dans lesquelles les Etats-Unis ont fait appel aux produits étrangers au cours de la seconde guerre mondiale nous permet d'établir la liste des principaux pays probables d'importation. Les principales sources de produits susceptibles de satisfaire les besoins de guerre des Etats-Unis sont essentiellement l'Amérique latine, ainsi que les dominiens et les colonies des pays de l'Europe occidentale. Comme on voit, ces ressources sont largement dispersées sur tous les continents et le transport des produits demandés aux centres de consommation exige des voyages transocéaniques d'une longueur de plusieurs

milliers de kilomètres. Il en résulte que ce sont des millions de tonnes de marchandises qu'il faut protéger en cas de besoin. Cet état de choses nécessite d'importantes flottes navales et aériennes. Si ce trafic de produits minéraux était arrêté, l'industrie de guerre cesserait en grande partie de tourner.

Si le Commonwealth s'écroulait, si les empires d'outre-mer de la France, de la Belgique, du Portugal et des Pays-Bas se libéraient, cet événement serait aussi désastreux pour les Etats-Unis que pour le vieux capitalisme européen. Voilà une des raisons capitales de l'aide militaire américaine aux pays qui, comme la Grande-Bretagne, seraient logiquement des concurrents.

Voilà également pour les révolutionnaires une raison de plus pour augmenter l'agitation et la lutte pour l'émancipation des pays coloniaux qui devient par ce fait un facteur important de la lutte contre la guerre. Ce qui prime dans la lutte révolutionnaire, c'est l'intérêt du prolétariat mondial, de la révolution mondiale. Ecraser l'impérialisme américain est un pas vers la Révolution mondiale, et c'est à nous tous, et pas seulement au prolétariat américain, de le faire. C'est à nous tous d'examiner, d'étudier les aspects et les points faibles du capitalisme américain, pour le combattre sur un plan technique qui est le sien et sur lequel il est prisonnier de ses propres contradictions.

A chaque aspect nouveau du capitalisme, nous répondrons par une nouvelle méthode révolution

Vers les pleins pouvoirs et le fascisme

CRISE économique, crise financière, crise sociale, crise du régime, autant de qualificatifs pour désigner le malaise dans lequel le pays se trouve plongé.

Les 80 milliards d'inflation, résultant des récentes avances de la Banque de France à l'Etat ne sont qu'un aspect des multiples pillages de la population laborieuse accomplis par les gouvernements et les parlementaires depuis la fin de la guerre. Grâce à ce mauvais coup des ventres-pourris de la IV^e République, les spéculateurs voient leurs capitaux — convertis en or, en dollars, en sterling ou en francs suisses — prendre plus de force par rapport au malheureux franc dévalué utilisé par les travailleurs.

La chute de la monnaie, comme la crise économique, frappe surtout le prolétariat dont la condition se fait de plus en plus misérable au fur et à mesure que les dépenses de l'Etat pèsent plus lourdement sur les différents chapitres du budget de la guerre ou de la répression coloniale et métropolitaine.

Or le déficit budgétaire en 1952 a atteint, selon l'aveu de Bourges-Mauvouy, ministre des Finances, 790 milliards.

D'après Paul Reynaud, ce déficit doit être de 700 à 800 milliards pour 1953.

Qui donc va payer ce déficit budgétaire colossal ? La réponse est simple : un peu la bourgeoisie et les classes moyennes et beaucoup la classe

ouvrière. Mais, si rien ne change, le mécontentement sera partout : de gros actionnaires se plaindront de la réduction des dividendes, les commerçants se plaindront de ne pouvoir vendre et les travailleurs de ne pouvoir acheter. Si rien ne change, et seuls les travailleurs peuvent véritablement changer quelque chose, c'est un gouvernement fort qui viendra s'installer avec les pleins pouvoirs pour relancer la machine économique grâce à la surexploitation du prolétariat. Il n'y aura alors plus de crise, les mécontents et les conflits de classe seront masqués par la dictature.

Déjà le toujours fidèle disciple de Pétain, Pinay, montrait aux gouvernements de demain la direction à suivre, le 22 mars, à Saint-Etienne lorsqu'il déclarait : « Pour nous relever, il faut travailler davantage et produire plus » et lorsqu'il ajoutait : « le peuple français a fait preuve de sagesse sur le plan social, puisque, depuis la fin de 1951, il n'y a pas eu de troubles sociaux ».

Travailler davantage, produire plus et se taire, ceci afin de boucler le budget de l'Etat, voilà ce qui est d'ores et déjà proposé aux travailleurs en attendant que cela leur soit imposé par la force.

C'est face à ce danger du fascisme énervant que, dès maintenant, tous les travailleurs doivent s'unir, que tous nous devons faire le barrage, avec le communisme libertaire comme but.

Serge NIINN.

LE CHOMAGE DANS LE MONDE

VII. - La lutte contre le chômage...

...EN U.R.S.S.

Le chômage apparaît donc comme un des vices inhérents aux économies de type capitaliste dont il fait ressortir l'incohérence et l'injustice foncières. Le seul remède radical qu'on ait pu lui appliquer dans le cadre de ces économies est pire que le mal : c'est la guerre. On peut donc dire que le chômage est avec la guerre totale un des symptômes les plus virulents des crises qui jalonnent l'évolution historique des régimes fondés sur l'approbation privée des moyens de production.

L'homme soumis à ces régimes reste périodiquement menacé par ces deux fléaux : alors que l'un peut lui enlever la vie, l'autre presque aussi terrible le prive de son unique moyen de survie : son travail. Leur élimination totale et définitive ne peut être obtenue que par la planification d'une économie non plus capitaliste mais collectiviste.

Les régimes de type stalin-marxiste partant de ces mêmes constatations théoriques ont-ils réalisé en pratique une solution valable à ce problème et à quel prix ? Il semble bien en effet, que le chômage soit appelé à disparaître progressivement en même temps que le capitalisme, à mesure que se généralisent l'étatisation des moyens de production et la planification de l'économie.

**POUR LE COMBAT
3^e FRONT
RÉVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONAL**

Souscrivez !

C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

Serge NIINN.

sés par priorité en vue des intérêts de la communauté. Il n'était plus question d'ajuster les besoins (de la consommation principalement) aux biens dans l'intérêt de l'entreprise mais d'ajuster les biens aux besoins dans l'intérêt de la collectivité nationale. (déterminés selon le Pouvoir Soviétique évidemment).

Le sous-emploi agricole avait été obtenu ?

Le chômage industriel avait été éliminé par un développement organisé de la production prévu et contrôlé en fonction des besoins, eux-mêmes clas-

...ET DANS LES DÉMOCRATIES POPULAIRES

Les méthodes furent après la seconde guerre mondiale appliquées dans les régimes de « démocratie populaire ». On peut dire que, dès à présent, le chômage a entièrement disparu en EUROPE ORIENTALE, région où il sévissait gravement d'une manière endémique avant guerre, qu'il ait été soit de type industriel (économie avancée) comme en Bohême-Moravie, en Silésie et en Saxe, soit de type agricole (économie arriérée) comme dans les Balkans, en Slovaquie ou dans la plaine polono-allemande.

Le contraste est particulièrement frappant entre les deux ALLEMAGNES. Alors que la « République Fédérale » (Ouest) avait au début de 1954 40 % de chômeurs, plus 20 % de réfugiés dont très peu étaient réinté-

EST-CE LA VOIE SOCIALISTE ?

Une telle réussite serait la confirmation que ces régimes stalin-marxistes ont choisi la bonne voie pour résoudre le problème précis du chômage, c'est-à-dire celle qui consiste à consacrer les ressources disponibles aux INVESTISSEMENTS. A LONG TERME DANS LES BIENS DE PRODUCTION PLUTOT QU'A L'ELARGISSEMENT IMMEDIAT DU VOLUME DES BIENS DE CONSOMMATION. Remarquons que c'est aussi là la thèse adoptée et appliquée par le Labour Party au cours de l'expérience travailliste anglaise.

Cependant, au-delà du problème primaire mais néanmoins partiel du plein-emploi, il faut considérer celui fondamental de la structure de la société et de la libération effective de l'homme qu'elle doit assurer.

Or, nous sommes obligés de constater que même s'ils arrivaient à éliminer radicalement le chômage, les régimes de type stalin-marxiste — ou même, et nous en doutons fort, ceux de type travailliste — ne pourraient nous satisfaire. En effet, ils reposent leurs espoirs dans l'émancipation humaine sur la confiance absolument gratuite, les premiers dans le dépérissement de l'appareil économique par l'ensemble des travailleurs sans l'intermédiaire d'un Etat baptisé « prolétarien » — et c'est ce qui nous oppose non moins irréductiblement au stalin-marxisme.

(A suivre.)

Paul ROLLAND.

(Voir *Le Libertaire* nos 346,

347, 349, 350, 351, 352.)

Méfaits du plan Schuman

La Société Industrielle du Cotentin, à Barneville (Manche), qui fabrique du briquetage de tourbe, a annoncé la liquidation de son personnel. La raison officielle donnée par la direction est l'application du pool charbon-acier (plan Schuman).

125 ouvriers vont être débauchés immédiatement, le reste à bref délai. L'entreprise groupe 212 travailleurs.

Luttes Ouvrières

Victoire des cheminots japonais

Les cheminots japonais, après une grève de six jours qui a complètement paralysé la circulation ferroviaire, viennent de reprendre le travail après avoir obtenu 10 % d'augmentation de salaire.

Cette grève touchait l'ensemble des chemins de fer. Plus de 80.000 grévistes participaient à cette lutte. La combativité de nos camarades japonais ne fut nullement défaite.

20.000 bûcherons en grève dans le Haut-Rhin

Les bûcherons du Haut-Rhin ont déclenché la grève illimitée, ce qui affecte 20.000 forestiers depuis lundi dernier.

L'ensemble de ces ouvriers ont décidé ce mouvement pour appuyer leurs revendications qui portent sur une augmentation de leurs salaires. Les ouvriers forestiers ont décidé que les coupes de bois soient régies, qui sont actuellement en cours, resteront spécifiquement sous leur surveillance.

(Correspondant LIB.)

En province, la grève dominicale des transports publics s'étend

Après Marseille qui, dimanche dernier fut privé de transports pour la deuxième fois, les tramways toulousains de la C.G.T. et de F.O. ont déclenché une grève de 24 h. pour obtenir une augmentation de salaires de 20 %. La grève fut unanime et la ville fut ainsi privée totalement de tramways et d'autobus.

Le personnel des autobus départementaux du Puy-de-Dôme s'est également mis en grève pour 24 heures pour les mêmes motifs que leurs camarades de Marseille et de Toulouse.

Nul doute qu'ils ne continueront leurs actions si satisfaction ne leur est pas donnée à bref délai.

(Correspondant LIB.)

La grève dans les hôtels, cafés et restaurants

Les grèves tournantes se poursuivent dans les H.C.R. de Paris. Les négociations sont rompus entre les ouvriers et le patronat.

Les patrons exigent la reprise du travail avant la réouverture des pourparlers, le personnel des H.C.R. doit répondre à la menace patronale par la grève générale.

Les grèves tournantes qui sont effectuées présentement ne peuvent aboutir à rien, sinon à diminuer la combativité des ouvriers et à la lassitude, signe avant-coureur d'une défaite ouvrière.

Même si les dirigeants syndicaux des H.C.R. ne sont pas pour la grève générale — tout l'indique — le personnel doit bousculer les fonctionnaires syndicaux en fauteuils et organiser un comité de grève générale.

Les travailleurs des H.C.R., ne laissent pas les dirigeants syndicaux agir dans de vagues et trompeuses négociations. Le patronat hôtelier abandonnera ses prétentions si, dès aujourd'hui, la grève générale des H.C.R. est déclenchée.

Solidarité de tous les travailleurs et la victoire contre la rapacité d'un patronat est acquise.

J. M. (correspondant).

Une victoire des mutualistes

Les pharmaciens acceptent le paiement des médicaments sur la base de 10 % par les mutualistes

Le syndicat des pharmaciens d'officines de la Seine vient une fois encore de plier le genou devant les mutualistes qui les obligent à accepter, dès le mois de mai le système du tiers payant.

Désormais, les assurés sociaux adhérent à la Fédération de la Seine n'auront à verser pour leurs frais pharmaceutiques que 10 % du montant de l'ordonnance que les pharmaciens étant tenus de faire l'avance du solde, coltici leur étant ensuite remboursé par la Mutualité et la Sécurité Sociale.

C'est accord n'est valable que pour la Seine.

Dès l'application de cette décision prendra fin une injustice. Avant, seuls pouvaient se soigner réellement ceux qui pouvaient avancer aux Assurances sociales des sommes parfois énormes. Ainsi de nombreuses familles ouvrières n'auront plus à attendre les fins de

Après le lock-out des Papeteries Darblay

Tout le personnel des papeteries Darblay a été lock-outé, sous prétexte d'impossibilité financière. Les ouvriers de l'entreprise ont constitué un comité d'action pour la réouverture de l'entreprise.

Nous devons cependant les mettre en garde contre un certain comité de partage où des commerçants et le curé du coin plastronnent.

N'acceptez point en votre sein vos ennemis mortels. Les commerçants s'aperçoivent que leur chiffre d'affaires baisse et pour défendre leur avoir, ils sont tout heureux de se montrer inquiets de votre misère. Attitude de jésuites qui se lit très facilement avec le cœur, essentiellement présent pour faire une propagande de soumission vis-à-vis des injonctions patronales. L'église soutenu par les riches combat contre les pauvres.

A TRAVERS LA PRESSE OUVRIÈRE

Toujours la productivité

« L'Ouvrier Libre », organe central de l'Union des Travailleurs Français (???) précise sa position sur la productivité.

Nous nous sommes déclarés maintes fois artisans de ce qu'on nomme productivité, non sans insister sur deux points capitaux qui, si on les passe sous silence rendent la productivité inutile et propagent le chômage et la misère dans l'abondance ». Ces points sont : 1^{re} distribution aux membres de l'entreprise d'une sorte de sur-salaire, à échelle mobile ; 2^{me} abaissement des prix de vente au public afin que toute la collectivité profite de la productivité. Un troisième point est, à notre avis, indéniable : un Etat du travail, car vous le pensez bien sans « encadrement » et sans « discipline sociale », la productivité réalisée au profit du seul capital est génératrice de crise économique, de ménage et de chômage.

L'ennui, c'est que, sous des vocables différents, la « productivité » a été le souci constant du capitalisme en vue d'accroître ses bénéfices, c'est-à-dire son profit.

De tout temps le patronat s'est efforcé, pour diminuer le prix de revient, de réduire le coût de la main-d'œuvre en lui faisant produire davantage dans un même temps.

Et, depuis qu'elles existent, les organisations ouvrières se sont toujours dressées contre cette surexploitation des travailleurs.

En régime capitaliste, augmentation de la productivité signifie augmentation des bénéfices pour le patron ; et le « sur-salaire distribué aux membres de l'entreprise » ne constituerait que quelques miettes du superprofit capitaliste. Quant à l'abaissement des prix de vente, il serait cruel de rappeler le

résultat de toutes les tentatives faites dans ce sens.

Les pionniers du syndicalisme avaient compris qu'il ne peut y avoir de bien-être pour les travailleurs tant que demeure cette forme moderne de l'esclavage : le salariat. C'est pourquoi ils luttèrent pour l'expropriation capitaliste et la disparition du salariat et du patronat.

Mais « L'Ouvrier Libre » a une autre conception :

La lutte ouvrière socialiste et syndicaliste doit, à notre sens, porter sur les trois points sus-indiqués. Il s'agit, tant par la persuasion que par l'inspiration, d'encadrer le capital pour lui faire remplir son rôle qui est de servir la nation et non de s'en servir !

Nous avons connu de ces expériences d'encadrement du capital pour lui faire remplir son rôle au service de la nation ; on pouvait appeler cela du socialisme. C'était même du « national-socialisme ».

Partisan de « faire cuer le bûcheur », « L'Ouvrier Libre » n'envoie pas dire qu'il pense des « antiproductivistes ».

Nous sommes contre les « bûcheurs machines » qui sont les antiproductivistes, furent-ils membres de la F.A.!

Pour répondre à ce slogan de tribune, nous nous bornerons à citer la conclusion d'un editorial que « Le Libertaire » a consacré, il y a déjà trois ans, à ce problème :

Seule une économie libertaire peut faire de la productivité une arme d'assassin, en compensant le surcroît d'effort qu'elle exige par une augmentation des loisirs et en l'orientant non pas vers l'asservissement de l'homme à la machine, mais de la machine à l'homme (1). A. FLAMAND.

(1) Voir « Lib. » no 225.

Témoignage en Israël

Recueilli par ERIC ALBERT

II. — LES CAMPS

génération d'Israël. Tout y a passé, l'armée, la police, les partis, les Kibbutz, les postes, etc... Il était assommant, à Barneville (Manche), qui fabrique du briquetage de tourbe, a annoncé la liquidation de son personnel. La raison officielle donnée par la direction est l'application du pool charbon-acier (plan Schuman).

125 ouvriers vont être débauchés immédiatement, le reste à bref délai.

L'entreprise groupe 212 travailleurs.

formé de fusil. Pourtant, et afin d'éviter les « accidents », on avait jugé bon de nous faire coucher en dortoirs séparés...

Presque tous les jours, deux gendarmes venaient se rendre compte « de visu » que le camp ne possédait aucune arme. C'était devenu un rite. Accompagnés du chef, il prenait le sentier de gauche, à la fourche, celui de droite, arrivait à la remise. Là, coup d'œil soupçonner. Ensuite venaient le réfectoire, les chambres, la cave. Toujours avec coup d'œil à la ronde. Remerciements, excuses, salut réglementaire. Dès qu'ils avaient disparu, nous sortions de dessous les paillasses, les fusils, mitrailleuses, fusils-mitrailleuses, grenades et poignards. Et la théorie en chambre commençait.

Nous étions en loques. Nous avions toujours faim. Les moustiques nous dévoraients. Nous étions passifs. Coeurs et ventres vides. Derrière nous, il n'y avait qu'une sinistre histoire, devant nous rien. La discipline nous abrutissait, la gamelle nous écoeurait, le souvenir de nos parents, de nos amis assassinés nous torturait. Pendant les nuits d'insomnie, on entendait parfois un sanglot. La mixité était toute de surface. Avec les filles, nos rapports ne pouvaient être